

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 159

À l'article 159 du projet de loi :

1° supprimer le paragraphe 2°;

2° insérer, dans le paragraphe 5° et après « le cas échéant, », « de biochimistes cliniques, ».

Commentaires

Cet amendement vise d'abord à supprimer le paragraphe 2°. En raison d'un amendement qui sera proposé aux articles 380 et 386 du projet de loi, il ne sera plus nécessaire pour un médecin d'être titulaire d'un statut et de privilèges au sein d'un établissement pour faire partie d'un département territorial. Ainsi, tous les médecins qui feront partie du département territorial ne pourront pas nécessairement exercer leurs activités au sein de l'établissement, réduisant ainsi la nécessité pour le directeur médical de l'établissement de coordonner l'activité professionnelle extérieure de l'établissement de ces médecins.

Cet amendement vise ensuite à prévoir expressément que le système de garde visé au paragraphe 5° de l'article 159 du projet de loi doit assurer en permanence la disponibilité de biochimistes cliniques.

La mention des biochimistes cliniques est insérée après « le cas échéant » parce que ce ne sont pas tous les établissements qui ont un département de médecine de laboratoire qui regroupe un service de biochimie.

Article 159 tel que modifié

159. Sous l'autorité immédiate du président-directeur général, le directeur médical exerce les fonctions suivantes :

[...]

~~2° lorsqu'un département territorial de médecine familiale ou de médecine spécialisée est rattaché à l'établissement, coordonner l'activité professionnelle extérieure à l'établissement des médecins membres de ce département avec le directeur qui le dirige;~~

[...]

5° s'assurer de l'élaboration par les chefs de départements cliniques des modalités d'un système de garde assurant en permanence la disponibilité de médecins, de dentistes et, le cas échéant, **de biochimistes cliniques**, de pharmaciens et de sages-femmes pour les besoins de l'établissement;

[...]

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 164

Supprimer le paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 164 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement est en concordance avec l'amendement à l'article 159 du projet de loi.

Article 164 tel que modifié

164. Le président directeur général peut nommer toute personne et l'adjoindre au directeur médical.

La personne adjointe au directeur médical exerce sous son autorité toutes ses fonctions et tous ses pouvoirs, à moins que son acte de nomination ne les restreigne ou ne les retire.

Si cette personne n'est pas un médecin, elle ne peut :

1° ~~exercer les fonctions prévues au paragraphe 2° de l'article 159;~~

2° agir comme membre d'un comité du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes;

[...]

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 201

À l'article 201 du projet de loi :

1° remplacer le premier alinéa par le suivant :

« Avant de transmettre l'avis de réception d'une demande de nomination recevable, le directeur médical consulte le chef de département clinique concerné sur les qualifications et la compétence du demandeur, sur le statut qui pourrait lui être accordé ainsi que, le cas échéant, sur les privilèges qui pourraient lui être accordés et sur les obligations qui pourraient être rattachées à la jouissance de ces privilèges. »;

2° supprimer, dans le deuxième alinéa, tout ce qui suit « pertinence. »;

3° ajouter, à la fin, l'alinéa suivant :

« Le directeur médical consulte également le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes et lui donne l'occasion de présenter ses observations, dans le délai qu'il fixe, sur les sujets visés au premier alinéa. ».

Commentaires

Cet amendement vise d'abord à retirer les mentions du directeur médical de médecine familiale et du directeur médical de médecine spécialisée puisque tous les médecins membres des départements territoriaux que ces derniers dirigent ne sont plus tenus d'être titulaires d'un statut et de privilèges leur permettant d'exercer leur profession au sein de l'établissement. De ce fait, il n'est plus nécessaire de consulter ces directeurs avant d'accorder un statut et des privilèges à un médecin membre d'un tel département territorial.

Cet amendement vise également à ce que les consultations portent sur les qualifications et la compétence du demandeur, sur le statut qui pourrait lui être accordé et, dans le cas où le demandeur est un médecin ou un dentiste, sur les privilèges qui pourraient lui être accordés et sur les obligations qui se rattacheront à la jouissance de ces privilèges.

Comme les consultations portent sur le statut, l'amendement étend la portée de l'article 201 aux pharmaciens.

Cet amendement vise ensuite le retrait de l'énumération des différents éléments sur lesquels les obligations rattachées à la jouissance des privilèges devaient minimalement porter.

Cet amendement vise enfin à prévoir que le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes est également consulté sur les mêmes sujets que le chef de département clinique concerné avant la transmission de l'avis de réception d'une demande de nomination formulée par un médecin, un dentiste ou un pharmacien.

Article 201 du projet de loi tel que modifié

201. Avant de transmettre l'avis de réception d'une demande de nomination recevable, le directeur médical consulte le chef de département clinique concerné sur les qualifications et la compétence du demandeur, sur le statut qui pourrait lui être accordé ainsi que, le cas échéant, sur les privilèges qui pourraient lui être accordés et sur les obligations qui pourraient être rattachées à la jouissance de ces privilèges. ~~Avant de transmettre l'avis de réception d'une demande de nomination recevable formulée par un médecin ou un dentiste, le directeur médical consulte le chef de département clinique concerné ainsi que le directeur médical de médecine familiale ou, selon le cas, le directeur médical de médecine spécialisée sur les obligations qui pourraient être rattachées à la jouissance des privilèges qui pourraient être accordés au demandeur.~~

Les obligations rattachées à la jouissance des privilèges ont pour but d'assurer la participation du médecin ou du dentiste aux responsabilités de l'établissement, notamment en ce qui a trait à l'accès aux services, à leur qualité et à leur pertinence. Elles doivent notamment concerner les éléments suivants :

- ~~1° les périodes que le médecin ou le dentiste doit chaque année consacrer à l'exercice de sa profession au sein de l'établissement;~~
- ~~2° l'exercice de la médecine ou de la médecine dentaire en interdisciplinarité;~~
- ~~3° l'offre additionnelle de services afin de répondre aux besoins excédentaires ponctuels;~~
- ~~4° la prestation de services aux usagers dont le suivi médical n'est assuré par aucun médecin;~~
- ~~5° la participation aux comités formés au sein du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes.~~

Le directeur médical consulte également le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes et lui donne l'occasion de présenter ses observations, dans le délai qu'il fixe, sur les sujets visés au premier alinéa.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 226.1

Insérer, après l'article 226 du projet de loi, le suivant :

« **226.1.** Ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions prévues aux articles 218 à 226 :

1° un comité de discipline du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens ou un de ses membres;

2° un responsable disciplinaire;

3° le président du comité exécutif du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes. ».

Commentaire

Le présent amendement vise à introduire une immunité relative au bénéfice des différentes personnes ou comité qui peuvent être impliqués dans le processus disciplinaire des médecins, dentiste et pharmaciens.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 245.1

Insérer, après l'article 245 du projet de loi, le suivant :

« **245.1.** Ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions prévues à aux articles 242 à 245 :

1° un comité de discipline du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens ou un de ses membres;

2° un responsable disciplinaire;

3° le président du comité exécutif du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes. ».

Commentaire

Le présent amendement vise à introduire une immunité relative au bénéfice des différentes personnes ou comité qui peuvent être impliqués dans le processus disciplinaire des sages-femmes.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 372

Remplacer, dans le deuxième alinéa de l'article 372 du projet de loi, « rattache alors chacun de ces départements à un établissement public de cette région » par « détermine alors ceux de ces établissements auxquels se rattache chacun de ces départements ».

Commentaires

Cet amendement vise à permettre le rattachement d'un département territorial à plus d'un établissement public, rendant possible, dans les régions où plus d'un tel établissement existent, l'existence d'un département unique pour plusieurs établissements. La coordination entre les établissements auxquels un département est rattaché relèvera de Santé Québec puisqu'il s'agit d'une question d'affaires internes.

Texte modifié de l'article 372 du projet de loi

372. Santé Québec forme, pour chaque région sociosanitaire, un département territorial de médecine familiale et un département territorial de médecine spécialisée.

Lorsque plus d'un établissement public se trouve dans une telle région, Santé Québec peut former plus d'un de ces départements; elle **détermine alors ceux de ces établissements auxquels se rattache chacun de ces départements**~~rattache alors chacun de ces départements à un établissement public de cette région.~~

Un département territorial formé dans une région dans laquelle se trouve un seul établissement public est rattaché à cet établissement.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 373

Retirer l'article 373 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement retire l'article 373 du projet de loi parce qu'un autre amendement introduira des dispositions particulières à la formation, pour une région sociosanitaire, de plus d'un département territorial de médecine familiale et de plus d'un département territorial de médecine spécialisée.

Comme ces règles sont particulières à chacun de ces départements, elles doivent se trouver dans les dispositions qui leur sont particulières et non dans les dispositions communes aux deux départements.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 374

À l'article 374 du projet de loi :

1° remplacer le premier alinéa par les suivants :

« Un département territorial est dirigé par un médecin nommé, parmi les trois médecins élus par les membres de ce département au comité de direction de celui-ci, par un comité paritaire formé en vertu de l'article 374.1. Le comité paritaire détermine la durée du mandat du médecin qu'il nomme, laquelle ne peut excéder quatre ans.

Le comité paritaire peut, lorsqu'il a des motifs sérieux de le faire, relever le médecin qui dirige le département territorial de ses fonctions et le remplacer, après consultation du comité de direction, par un autre médecin membre de celui-ci. »;

2° remplacer, dans le dernier alinéa « ainsi nommé » par « nommé en vertu du premier alinéa ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir que la nomination du directeur médical de médecine familiale et du directeur médical de médecine spécialisée est effectuée par un comité paritaire. Ce comité est également habilité à relever ce directeur médical de ses fonctions.

Texte modifié de l'article 374 du projet de loi

374. Un département territorial est dirigé par un médecin nommé, parmi les trois médecins élus par les membres de ce département au comité de direction de celui-ci, par un comité paritaire formé en vertu de l'article 374.1. Le comité paritaire détermine la durée du mandat du médecin qu'il nomme, laquelle ne peut excéder quatre ans.

Le comité paritaire peut, lorsqu'il a des motifs sérieux de le faire, relever le médecin qui dirige le département territorial de ses fonctions et le remplacer, après consultation du comité de direction, par un autre médecin membre de celui-ci.

~~Un département territorial est dirigé par un médecin qui en est membre; il est nommé pour un mandat d'au plus quatre ans par le président directeur général de l'établissement public auquel se rattache le département.~~

Le médecin **nommé en vertu du premier alinéa** ainsi nommé est appelé « directeur médical de médecine familiale » ou « directeur médical de médecine spécialisée » selon qu'il dirige le département territorial de médecine familiale ou le département territorial de médecine spécialisée.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 374.1

Insérer, après l'article 374 du projet de loi, le suivant :

« **374.1.** Un comité paritaire est formé pour chaque département territorial.

Un tel comité est composé de trois personnes désignées par Santé Québec et de trois médecins choisis par et parmi les membres du département territorial.

Outre celles prévues à l'article 374, le comité paritaire exerce les fonctions suivantes :

1° déterminer les critères selon lesquels le médecin qui dirige le département territorial est nommé;

2° évaluer annuellement l'exercice des fonctions de ce médecin au sein du département;

3° formuler les recommandations qu'il estime nécessaires à ce médecin à l'égard de l'exercice de ses fonctions.

Les critères déterminés en vertu du paragraphe 1° du troisième alinéa doivent notamment assurer la nomination d'un médecin qui, de l'avis du comité paritaire, se qualifie comme personne indépendante.

Un médecin se qualifie comme personne indépendante s'il n'a pas, de manière directe ou indirecte, de relations ou d'intérêts, notamment de nature financière, commerciale, professionnelle ou philanthropique, susceptibles de nuire à l'exercice de ses fonctions.

Un médecin est réputé ne pas être une personne indépendante s'il est membre du conseil d'administration ou à l'emploi de Santé Québec ou d'un organisme représentatif avec lequel le ministre a conclu une entente en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie ou d'un organisme qui lui est affilié. ».

Commentaires

Cet amendement prévoit la composition et certaines des fonctions du comité paritaire qui sera chargé, entre autres, de nommer le médecin qui sera le directeur médical de médecine familiale ou le directeur médical de médecine spécialisée.

Il précise également que ces directeurs devront être des personnes indépendantes, notamment vis-à-vis de Santé Québec et des fédérations qui représentent des médecins membres du département.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 375

Remplacer l'article 375 du projet de loi par le suivant :

« **375.** Le représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département territorial s'assure que le département assume les responsabilités qui lui sont dévolues par la loi. ».

Commentaires

Cet amendement vise, d'une part, à ce que le directeur médical de médecine familiale ou le directeur médical de médecine spécialisée ne soit pas sous la coordination et la surveillance du directeur médical d'un établissement et, d'autre part, à ce que la surveillance de l'exercice, par le département, des responsabilités dévolues au département par la loi relève du représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département territorial. Un amendement à l'article 384 viendra préciser qui est ce représentant dans le cas du département territorial de médecine familiale; dans le cas du département territorial de médecine spécialisée, ce sera un amendement à l'article 390.

Texte modifié de l'article 375 du projet de loi

375. Le représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département territorial s'assure que le département assume les responsabilités qui lui sont dévolues par la loi.

~~**375.** Le directeur médical de l'établissement auquel est rattaché un département territorial coordonne et surveille les activités du médecin qui le dirige.~~

~~Le directeur médical doit notamment obtenir l'avis de ce médecin sur les conséquences administratives et financières des activités des médecins du département pour l'établissement et, le cas échéant, les autres établissements publics de ce territoire.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 376

Remplacer, dans l'article 376 du projet de loi, « Sous l'autorité du directeur médical, le » et « ce territoire » par, respectivement, « Le » et « son territoire ».

Commentaires

Par concordance avec l'amendement à l'article 375, cet amendement vise supprimer une mention précisant que le directeur médical de médecine familiale ou que le directeur médical de médecine spécialisée dirige le département sous l'autorité du directeur médical d'un établissement.

Il apporte également une correction à l'égard d'une référence au territoire d'un département.

Texte modifié de l'article 376 du projet de loi

376. ~~Sous l'autorité du directeur médical, le~~ Le médecin qui dirige un département territorial est chargé de voir à ce que les fonctions confiées au département soient exercées entièrement, correctement et sans retard, dans le cadre des pouvoirs confiés à Santé Québec et dans le respect des responsabilités des établissements de son territoire ~~ce territoire~~.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 378

Remplacer, dans le deuxième alinéa de l'article 378 du projet de loi, « le président-directeur général de l'établissement auquel est rattaché le département territorial » par « le représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département territorial ».

Commentaires

Par concordance avec l'amendement à l'article 372, cet amendement vise à ajuster le texte de l'article 378 du projet de loi afin qu'il soit applicable aux départements territoriaux qui sont rattachés à plus d'un établissement public.

Texte modifié de l'article 378 du projet de loi

378. Le comité de direction d'un département territorial peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création de comités ou d'unités sous-territoriales et leurs modalités de fonctionnement ainsi que la poursuite des fins du département.

Ces règlements peuvent également prévoir les modalités suivant lesquelles l'exercice de tout ou partie des fonctions attribuées au comité de direction peut être confié au médecin qui dirige le département. Ils entrent en vigueur après avoir été approuvés par **le représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département territorial** ~~le président-directeur général de l'établissement auquel est rattaché le département territorial.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 379

Retirer l'article 379 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement vise à retirer l'article 379 du projet de loi parce qu'il ne s'appliquera pas. Tout médecin, dès qu'il sera rémunéré par la Régie de l'assurance maladie du Québec, fera partie, du seul effet de la loi, soit d'un département territorial de médecine familiale soit d'un département territorial de médecine spécialisée.

Article 379 du projet de loi tel que modifié

~~379. Malgré toute disposition contraire, un médecin ne peut recevoir de rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec que s'il est membre d'un département territorial, sauf si cette rémunération lui est versée en application de l'article 36 de la Loi sur l'assurance maladie.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 380

Remplacer l'article 380 du projet de loi par le suivant :

« **380.** Lorsqu'en vertu de l'article 372 Santé Québec forme un seul département territorial de médecine familiale pour une région sociosanitaire, ce département est composé de tous les médecins de famille qui reçoivent une rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec et qui pratiquent dans la région, y compris ceux qui pratiquent dans un cabinet privé de professionnel.

Lorsqu'elle forme plus d'un tel département pour une même région sociosanitaire, Santé Québec doit découper le territoire de cette région de manière que tout médecin de famille qui reçoit une rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec et qui pratique dans la région appartienne à un seul de ces départements. ».

Commentaires

Le présent amendement vise à modifier la composition du département territorial de médecine familiale pour qu'il soit composé de l'ensemble des médecins de famille qui reçoivent une rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec et qui pratiquent sur le territoire, sans égard à leur rattachement, ou non, à un établissement.

Cette composition est la même que la composition des actuels départements régionaux de médecine générale.

L'amendement reconduit également les dispositions de l'article 373 du projet de loi, retiré par amendement, en permettant à Santé Québec de subdiviser une région sociosanitaire afin que le territoire des départements territoriaux qui y sont formés corresponde à ces subdivisions.

Article 380 du projet de loi tel que modifié

380. Lorsqu'en vertu de l'article 372 Santé Québec forme un seul département territorial de médecine familiale pour une région sociosanitaire, ce département est composé de tous les médecins de famille qui reçoivent une rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec et qui pratiquent dans la région, y compris ceux qui pratiquent dans un cabinet privé de professionnel.

Lorsqu'elle forme plus d'un tel département pour une même région sociosanitaire, Santé Québec doit découper le territoire de cette région de

manière que tout médecin de famille qui reçoit une rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec et qui pratique dans la région appartienne à un seul de ces départements.

~~380. Tout médecin de famille peut faire partie du département territorial de médecine familiale s'il remplit les conditions suivantes :~~

~~1° — il pratique sur le territoire du département;~~

~~2° — il est titulaire d'un statut et de privilèges qui lui permettent d'exercer sa profession au sein de l'établissement auquel se rattache le département.~~

~~Le médecin qui est un professionnel désengagé ou un professionnel non participant au sens de la Loi sur l'assurance maladie ne peut faire partie du département.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 381

Remplacer, dans le premier alinéa de l'article 381 du projet de loi, « président-directeur général de l'établissement auquel il est rattaché » par « représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département ».

Commentaires

Par concordance avec l'amendement apporté à l'article 372 du projet de loi qui permet qu'un département territorial soit rattaché à plus d'un établissement public, le présent amendement apporte à l'article 381 du projet de loi les modifications nécessaires à son application à un département rattaché à plusieurs établissements.

Article 381 du projet de loi tel que modifié

381. Le département territorial de médecine familiale élabore l'organisation des services de médecine familiale et la soumet au **représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département** ~~président-directeur général de l'établissement auquel il est rattaché.~~

Le département doit préciser, par territoire de réseau local de services de santé et de services sociaux, les services fournis par lieu de pratique et la nature des services existants et attendus en termes d'accessibilité et de prise en charge des diverses clientèles et assurer la mise en place et l'application de la décision de Santé Québec relative à cette organisation.

Il formule toute recommandation qu'il estime propre à l'atteinte du but visé à l'article 346.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 382

À l'article 382 du projet de loi :

1° insérer, après « département », « territorial de médecine familiale »;

2° ajouter, à la fin, les alinéas suivants :

« Il doit mobiliser les médecins membres du département dans l'atteinte de ces objectifs.

Il doit également rendre compte au représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département, dans la forme et selon la teneur et la périodicité que ce représentant détermine, de la mise en œuvre de l'organisation des services de médecine familiale et de l'atteinte des objectifs visés au premier alinéa. ».

Commentaires

Cet amendement vise à préciser le rôle du département dans la mobilisation des médecins membres du département. De plus, il ajoute une obligation de reddition de compte du département envers le représentant de Santé Québec en lien avec l'organisation des services de médecine familiale sur le territoire.

Article 382 du projet de loi tel que modifié

382. Le département territorial de médecine familiale doit fixer des objectifs permettant de mesurer la mise en œuvre de l'organisation des services de médecine familiale qu'il élabore. Il mesure l'atteinte de ces objectifs.

Il doit mobiliser les médecins membres du département dans l'atteinte de ces objectifs.

Il doit également rendre compte au représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département, dans la forme et selon la teneur et la périodicité que ce représentant détermine, de la mise en œuvre de l'organisation des services de médecine familiale et de l'atteinte des objectifs visés au premier alinéa.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 383

Remplacer, dans le paragraphe 5° de l'article 383 du projet de loi, « président-directeur général ou le directeur médical de l'établissement auquel le département est rattaché » par « représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département ».

Commentaires

Par concordance avec l'amendement apporté à l'article 372 du projet de loi qui permet qu'un département territorial soit rattaché à plus d'un établissement public, le présent amendement modifie l'article 383 du projet de loi afin qu'il soit applicable à un tel établissement rattaché à plusieurs établissements.

Article 383 du projet de loi tel que modifié

383. Le département territorial de médecine familiale, outre les autres fonctions que lui confère la présente loi, exerce les fonctions suivantes :

1° faire des recommandations sur la nature des services de médecine familiale découlant des programmes prioritaires et assurer la mise en place de la décision de Santé Québec relative à cette matière;

2° faire des recommandations sur la liste des activités médicales particulières visée à l'article 395 et assurer la mise en place de la décision de Santé Québec relative à cette liste;

3° donner son avis sur tout projet concernant la prestation des services de médecine familiale;

4° donner son avis sur certains projets relatifs à l'utilisation de médicaments;

5° réaliser toute autre fonction relative aux services de médecine familiale que lui confie le président et chef de la direction de Santé Québec ou le **représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département** ~~président-directeur général ou le directeur médical de l'établissement auquel le département est rattaché.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 384

À l'article 384 du projet de loi :

1° dans le premier alinéa :

a) supprimer le paragraphe 1°;

b) remplacer, dans les paragraphes 2° et 3°, « deux médecins » par « trois médecins »;

c) remplacer le paragraphe 4° par le suivant :

« 4° le représentant de Santé Québec. »;

2° insérer, après le premier alinéa, le suivant :

« Pour l'application du paragraphe 4° du premier alinéa, le représentant de Santé Québec est le suivant :

1° lorsque le département est rattaché à un établissement, son président-directeur général;

2° lorsque le département est rattaché à plus d'un établissement, le dirigeant désigné par Santé Québec;

3° le cas échéant, le médecin désigné par la personne visé au paragraphe 1° ou au paragraphe 2°. ».

Commentaires

Par concordance avec l'amendement apporté à l'article 374 du projet de loi, cet amendement supprime le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 384 puisque le directeur médical de médecine familiale sera choisi parmi les trois médecins visés au paragraphe 2° de l'article 384. De même, il porte le nombre de médecins membres du comité de direction élus par et parmi les membres du département à trois et retire le directeur médical de l'établissement des membres du comité, bien qu'il pourrait en être membre s'il était désigné par le représentant de Santé Québec pour siéger à sa place. Enfin, l'amendement apporte à l'article 384 du projet de loi les modifications nécessaires à son application à un département territorial rattaché à plus d'un établissement.

Article 384 du projet de loi tel que modifié

384. Le comité de direction du département territorial de médecine familiale est formé des membres suivants :

1° ~~le directeur médical de médecine familiale;~~

2° **trois médecins** ~~deux médecins~~ élus par et parmi les médecins membres du département;

3° deux à neuf médecins membres du département, selon le nombre fixé conformément à l'article 385, nommés par les **trois médecins** ~~deux médecins~~ visés au paragraphe 2°;

4° **le représentant de Santé Québec.**

4° ~~le président directeur général et le directeur médical de l'établissement auquel est rattaché le département.~~

Pour l'application du paragraphe 4° du premier alinéa, le représentant de Santé Québec est le suivant :

1° lorsque le département est rattaché à un établissement, son président-directeur général;

2° lorsque le département est rattaché à plus d'un établissement, le dirigeant désigné par Santé Québec;

3° le cas échéant, le médecin désigné par la personne visée au paragraphe 1° ou au paragraphe 2°.

Lorsqu'il y a une faculté de médecine sur le territoire du département, le comité de direction doit de plus comprendre un membre nommé par le doyen de cette faculté ainsi qu'un résident en médecine familiale à titre d'observateur.

La majorité des membres du comité de direction doit être composée de médecins qui pratiquent en première ligne.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 385

Remplacer, dans le deuxième alinéa de l'article 385 du projet de loi, « président-directeur général de l'établissement auquel est rattaché le département » par « représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 385 du projet de loi les modifications nécessaires à son application à un département territorial rattaché à plus d'un établissement.

Article 385 du projet de loi tel que modifié

385. Les règles s'ajoutant à celles de l'article 384 relativement à la composition du comité de direction du département territorial de médecine familiale, les modalités d'élection ou de nomination des membres visés aux paragraphes 2° et 3° du premier alinéa de cet article et la durée de leur mandat sont déterminées par un règlement adopté par les médecins membres du département réunis en assemblée générale convoquée à cette fin.

Les règles relatives à la composition du comité de direction que prévoit ce règlement doivent assurer une représentation équitable des parties du territoire du département et des différents milieux de pratique médicale. Il entre en vigueur après avoir été approuvé par le **représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département** ~~président-directeur général de l'établissement auquel est rattaché le département.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 386

Remplacer l'article 386 du projet de loi par le suivant :

« **386.** Lorsqu'en vertu de l'article 372 Santé Québec forme un seul département territorial de médecine spécialisée pour une région sociosanitaire, ce département est composé de tous les médecins spécialistes qui reçoivent une rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec et qui pratiquent dans la région, y compris ceux qui pratiquent dans un cabinet privé de professionnel.

Lorsqu'elle forme plus d'un tel département pour une même région sociosanitaire, Santé Québec doit prévoir que ces départements regroupent de l'une des façons prévues ci-dessous les médecins spécialistes qui reçoivent une telle rémunération et qui pratiquent dans la région de manière que chacun d'eux appartienne à un seul de ces départements :

- 1° selon qu'ils pratiquent dans une partie du territoire de la région que détermine Santé Québec;
- 2° selon leur spécialité;
- 3° selon l'une et l'autre des façons visées aux paragraphes 1° et 2°. ».

Commentaires

Cet amendement modifie l'article 386 du projet de loi afin d'y introduire des règles particulières à la formation de plus d'un département territorial de médecine spécialisée. Il prévoit, en un tel cas, que Santé Québec forme, dans une même région sociosanitaire, des départements territoriaux de médecine spécialisée soit en procédant à une subdivision du territoire de la région, soit en procédant par une répartition des spécialités entre ces départements, soit en procédant de l'une et de l'autre façon.

Article 386 du projet de loi tel que modifié

386. Lorsqu'en vertu de l'article 372 Santé Québec forme un seul département territorial de médecine spécialisée pour une région sociosanitaire, ce département est composé de tous les médecins spécialistes qui reçoivent une rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec et qui pratiquent dans la région, y compris ceux qui pratiquent dans un cabinet privé de professionnel.

Lorsqu'elle forme plus d'un tel département pour une même région sociosanitaire, Santé Québec doit prévoir que ces départements regroupent de l'une des façons prévues ci-dessous les médecins spécialistes qui reçoivent une telle rémunération et qui pratiquent dans la région de manière que chacun d'eux appartienne à un seul de ces départements :

1° selon qu'ils pratiquent dans une partie du territoire de la région que détermine Santé Québec;

2° selon leur spécialité;

3° selon l'une et l'autre des façons visées aux paragraphes 1° et 2°.

~~386.~~ Tout médecin spécialiste peut faire partie d'un département territorial de médecine spécialisée s'il remplit les conditions suivantes :

~~1° il pratique sur le territoire du département;~~

~~2° il est titulaire d'un statut et de privilèges qui lui permettent d'exercer sa profession dans l'établissement auquel le département est rattaché.~~

~~Le médecin qui est un professionnel désengagé ou un professionnel non participant au sens de la Loi sur l'assurance maladie ne peut faire partie du département.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 387

Au premier alinéa de l'article 387 du projet de loi :

1° insérer, après « médicaux spécialisés », « offerts par les médecins qui en font partie »;

2° remplacer « président-directeur général de l'établissement auquel il est rattaché » par « représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département ».

Commentaires

D'abord, cet amendement apporte une précision à l'article 387 par concordance avec l'amendement apporté à l'article 386 du projet de loi puisque dans les cas où Santé Québec répartira différentes spécialités entre différents départements territoriaux de médecine spécialisée chacun de ces départements ne regroupera pas tous les médecins spécialistes de son territoire.

Ensuite, par concordance avec l'amendement apporté à l'article 372 du projet de loi qui permet qu'un département territorial soit rattaché à plus d'un établissement public, le présent amendement apporte à l'article 387 du projet de loi les modifications nécessaires à son application à un département rattaché à plusieurs établissements.

Article 387 du projet de loi tel que modifié

387. Le département territorial de médecine spécialisée élabore l'organisation des services médicaux spécialisés offerts par les médecins qui en font partie sur le territoire du département et la soumet au représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département ~~président-directeur général de l'établissement auquel il est rattaché.~~

Pour chaque spécialité, le département doit préciser, par territoire de réseau local de services de santé et de services sociaux, les services dont la prestation est susceptible de répondre le mieux aux besoins de la population et assurer la mise en place et l'application de la décision de Santé Québec relative à cette organisation.

Il formule toute recommandation qu'il estime propre à l'atteinte du but visé à l'article 346.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 388

Ajouter, à la fin de l'article 388 du projet de loi, les alinéas suivants :

« Il doit mobiliser les médecins membres du département dans l'atteinte de ces objectifs.

Il doit également rendre compte au représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département, dans la forme et selon la teneur et la périodicité que ce représentant détermine, de la mise en œuvre de l'organisation des services médicaux spécialisés et de l'atteinte des objectifs visés au premier alinéa. ».

Commentaires

Cet amendement vise à préciser le rôle du département dans la mobilisation des médecins membres du département. De plus, il ajoute une obligation de reddition de compte du département envers le représentant de Santé Québec en lien avec l'organisation des services médicaux spécialisés sur le territoire.

Article 388 du projet de loi tel que modifié

388. Le département territorial de médecine spécialisée doit fixer des objectifs permettant de mesurer la mise en œuvre de l'organisation des services médicaux spécialisés qu'il élabore. Il mesure l'atteinte de ces objectifs.

Il doit mobiliser les médecins membres du département dans l'atteinte de ces objectifs.

Il doit également rendre compte au représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département, dans la forme et selon la teneur et la périodicité que ce représentant détermine, de la mise en œuvre de l'organisation des services médicaux spécialisés et de l'atteinte des objectifs visés au premier alinéa.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 389

Remplacer, dans le paragraphe 4° de l'article 389 du projet de loi, « président-directeur général ou le directeur médical de l'établissement auquel le département est rattaché » par « représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département ».

Commentaires

Par concordance avec l'amendement apporté à l'article 372 du projet de loi qui permet qu'un département territorial soit rattaché à plus d'un établissement public, le présent amendement apporte à l'article 389 du projet de loi les modifications nécessaires à son application à un département rattaché à plusieurs établissements.

Article 389 du projet de loi tel que modifié

389. Le département territorial de médecine spécialisée, outre les autres fonctions que lui confère la présente loi, exerce les fonctions suivantes :

1° donner son avis sur tout projet concernant la prestation de services médicaux spécialisés et sur le renouvellement, le déploiement et le développement des équipements médicaux spécialisés en conformité avec l'organisation territoriale des services médicaux spécialisés;

2° faire des recommandations sur la liste des activités médicales particulières visées à l'article 403 et assurer la mise en place de la décision de Santé Québec relative à cette liste;

3° donner son avis sur certains projets relatifs à l'utilisation de médicaments;

4° réaliser toute autre fonction relative à la médecine spécialisée que lui confie le président et chef de la direction de Santé Québec ou le **représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département** ~~président-directeur général ou le directeur médical de l'établissement auquel le département est rattaché.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 390

À l'article 390 du projet de loi :

1° dans le premier alinéa :

a) supprimer le paragraphe 1°;

b) remplacer, dans les paragraphes 2° et 3°, « deux médecins » par « trois médecins »;

c) remplacer le paragraphe 4° par le suivant :

« 4° le représentant de Santé Québec. »;

2° insérer, après le premier alinéa, le suivant :

« Pour l'application du paragraphe 4° du premier alinéa, le représentant de Santé Québec est le suivant :

1° lorsque le département est rattaché à un établissement, son président-directeur général;

2° lorsque le département est rattaché à plus d'un établissement, le dirigeant désigné par Santé Québec;

3° le cas échéant, le médecin désigné par la personne visé au paragraphe 1° ou au paragraphe 2°. ».

Commentaires

Par concordance avec l'amendement apporté à l'article 374 du projet de loi, cet amendement supprime le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 390 puisque le directeur médical de médecine spécialisé sera choisi parmi les trois médecins visés au paragraphe 2° de l'article 390. De même, il porte le nombre de médecins membres du comité de direction élus par et parmi les membres du département à trois et retire le directeur médical de l'établissement des membres du comité, bien qu'il pourrait en être membre s'il était désigné par le représentant de Santé Québec pour siéger à sa place. Enfin, l'amendement apporte à l'article 390 du projet de loi les modifications nécessaires à son application à un département territorial rattaché à plus d'un établissement.

Article 390 du projet de loi tel que modifié

390. Le comité de direction du département territorial de médecine spécialisée est formé des membres suivants :

1° ~~le directeur médical de médecine spécialisée;~~

2° **trois médecins** ~~deux médecins~~ élus par et parmi les médecins membres du département;

3° deux à neuf médecins membres du département, selon le nombre fixé conformément à l'article 391, nommés par les **trois médecins** ~~deux médecins~~ visés au paragraphe 2°;

4° **le représentant de Santé Québec.**

~~4° le président-directeur général et le directeur médical de l'établissement auquel est rattaché le département.~~

Pour l'application du paragraphe 4° du premier alinéa, le représentant de Santé Québec est le suivant :

1° lorsque le département est rattaché à un établissement, son président-directeur général;

2° lorsque le département est rattaché à plus d'un établissement, le dirigeant désigné par Santé Québec;

3° le cas échéant, le médecin désigné par la personne visé au paragraphe 1° ou au paragraphe 2°.

Lorsqu'il y a une faculté de médecine sur le territoire du département, le comité de direction doit de plus comprendre un membre nommé par le doyen de cette faculté ainsi qu'un résident en médecine à titre d'observateur.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 391

Ajouter, à la fin du deuxième alinéa de l'article 391 du projet de loi, la phrase suivante : « Il entre en vigueur après avoir été approuvé par le représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département. ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir que le règlement nécessite l'obtention de l'approbation du représentant de Santé Québec pour entrer en vigueur, et ce, en concordance avec ce que prévoit l'article 385 du projet de loi.

Article 391 du projet de loi tel que modifié

391. Les règles s'ajoutant à celles de l'article 390 relativement à la composition du comité de direction du département territorial de médecine spécialisée, les modalités d'élection ou de nomination des membres visés aux paragraphes 2° et 3° du premier alinéa de cet article et la durée de leur mandat sont déterminées par un règlement adopté par les médecins membres du département réunis en assemblée générale convoquée à cette fin.

Les règles relatives à la composition du comité de direction que prévoit ce règlement doivent assurer une représentation équitable des domaines cliniques dans lesquels exercent les médecins spécialistes membres du département ainsi que des parties du territoire du département. **Il entre en vigueur après avoir été approuvé par le représentant de Santé Québec membre du comité de direction du département.**

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 391.1

Insérer, après l'article 391 du projet de loi, ce qui suit :

« TITRE I.1

« COMITÉ TERRITORIAL SUR LES SERVICES PHARMACEUTIQUES

« **391.1.** Santé Québec forme, pour chaque région sociosanitaire, un comité territorial sur les services pharmaceutiques.

Lorsque plus d'un établissement public se trouve dans une telle région, Santé Québec peut former plus d'un de ces comités; elle rattache alors chacun de ces comités à un établissement public de cette région.

Un comité territorial formé dans une région dans laquelle se trouve un seul établissement public est rattaché à cet établissement. ».

Commentaires

Cet amendement vise à introduire dans la loi l'obligation de créer, pour chaque région sociosanitaire, au moins un comité territorial sur les services pharmaceutiques.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 391.2

Insérer, après l'article 391.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **391.2.** Le territoire du comité territorial sur les services pharmaceutiques correspond à celui de la région sociosanitaire. Toutefois, lorsque plus d'un comité a été formé dans une région, Santé Québec divise l'ensemble du territoire de cette région entre les comités pour que chacun ait son propre territoire. ».

Commentaires

Cet amendement vise à déterminer le territoire du comité territorial sur les services pharmaceutiques.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 391.3

Insérer, après l'article 391.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **391.3.** Un comité territorial sur les services pharmaceutiques est composé de représentants de chacun des groupes suivants :

- 1° les pharmaciens propriétaires du territoire;
- 2° les pharmaciens à l'emploi des pharmacies communautaires du territoire;
- 3° les pharmaciens qui exercent leur profession dans un cabinet privé de médecins;
- 4° les chefs de département clinique de pharmacie des établissements du territoire;
- 5° les pharmaciens qui exercent leur profession au sein d'un établissement du territoire.

Font également partie de ce comité le président-directeur général de l'établissement public auquel il est rattaché. ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir la composition du comité territorial sur les services pharmaceutiques. Cette composition est inspirée de celle de l'actuel comité régional sur les services pharmaceutiques avec certaines adaptations.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 391.4

Insérer, après l'article 391.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **391.4.** Les modalités de désignation des membres d'un comité territorial sur les services pharmaceutiques et de son président, la durée de leur mandat ainsi que les règles de régie interne du comité sont déterminées dans le règlement intérieur de l'établissement auquel il est rattaché. ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir comment seront déterminées les modalités de désignation des membres d'un comité territorial sur les services pharmaceutiques et de son président, la durée de leur mandat ainsi que les règles de régie interne du comité.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 391.5

Insérer, après l'article 391.4 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **391.5.** Le comité territorial sur les services pharmaceutiques exerce, sous l'autorité du président-directeur général de l'établissement auquel il est rattaché, les responsabilités suivantes :

1° faire des recommandations sur l'organisation des services pharmaceutiques sur le territoire, notamment quant à l'accessibilité et la continuité des services;

2° mobiliser les pharmaciens qui exercent leur profession sur le territoire pour qu'ils assurent l'accessibilité et la continuité des services pharmaceutique sur le territoire;

3° exécuter tout autre mandat que lui confie le président-directeur général. ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir les fonctions du comité territorial sur les services pharmaceutiques.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 391.6

Insérer, après l'article 391.5 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **391.6.** Le président-directeur général de l'établissement public auquel est rattaché le comité territorial sur les services pharmaceutiques en évalue annuellement le fonctionnement et en rend compte au président et chef de la direction de Santé Québec. ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir une obligation d'évaluation du fonctionnement du comité territorial sur les services pharmaceutiques.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 395

Remplacer le deuxième alinéa de l'article 395 du projet de loi par le suivant :

« La liste d'activités médicales particulières porte sur les activités suivantes :

1° de façon prioritaire, la prestation de services médicaux dispensés au département clinique de médecine d'urgence des établissements pour lesquels un tel département est mis en place;

2° la prestation de services aux usagers admis en soins de courte durée d'un établissement qui exploite un centre hospitalier;

3° la prestation de services médicaux impliquant de la garde en disponibilité dans tout centre d'hébergement et de soins de longue durée ou centre de réadaptation ou dans le cadre d'un programme de soutien à domicile d'un centre local de services communautaires;

4° la prestation de services médicaux en obstétrique dans un centre exploité par un établissement;

5° la prestation de services de première ligne auprès de clientèles vulnérables et leur prise en charge, que ce soit à domicile, en cabinet privé de professionnel ou dans tout centre exploité par un établissement;

6° la participation à toute autre activité prioritaire approuvée par le président et chef de la direction. ».

Commentaires

Cet amendement vise d'abord à réintroduire la liste des activités médicales particulières actuellement prévue à l'article 361 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, en y faisant les modifications de forme nécessaires afin d'en assurer l'intégration harmonieuse au projet de loi.

Article 395 du projet de loi tel que modifié

395. Aux fins de l'application du premier alinéa de l'article 394, Santé Québec établit pour le territoire de chaque département territorial de médecine familiale visé à l'article 372, à partir des recommandations que peut lui faire le département, une liste d'activités médicales particulières. Cette liste précise les modalités d'exercice

de chaque activité offerte, et ce, conformément aux modalités prévues par l'entente visée à cet alinéa.

La liste d'activités médicales particulières porte sur les activités suivantes :

1° de façon prioritaire, la prestation de services médicaux dispensés au département clinique de médecine d'urgence des établissements pour lesquels un tel département est mis en place;

2° la prestation de services aux usagers admis en soins de courte durée d'un établissement qui exploite un centre hospitalier;

3° la prestation de services médicaux impliquant de la garde en disponibilité dans tout centre d'hébergement et de soins de longue durée ou centre de réadaptation ou dans le cadre d'un programme de soutien à domicile d'un centre local de services communautaires;

4° la prestation de services médicaux en obstétrique dans un centre exploité par un établissement;

5° la prestation de services de première ligne auprès de clientèles vulnérables, que ce soit à domicile, en cabinet privé de professionnel ou dans tout centre exploité par un établissement;

6° la participation à toute autre activité prioritaire approuvée par le président et chef de la direction.

~~La liste est soumise à l'approbation du ministre.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 397

À l'article 397 du projet de loi :

1° remplacer, dans le deuxième alinéa, « doit tenir compte du » par « est tenue de respecter le »;

2° ajouter, à la fin, l'alinéa suivant :

« Santé Québec peut déléguer au comité de direction du département territorial de médecine familiale le pouvoir d'accorder l'autorisation prévue au premier alinéa. ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir d'abord que Santé Québec est tenue de respecter le nombre de médecins autorisé aux plans des effectifs médicaux lorsqu'elle autorise un médecin à adhérer à l'entente conformément au premier alinéa. Ensuite, il prévoit la possibilité pour Santé Québec de déléguer l'exercice du pouvoir prévu à cet article au comité de direction du département territorial de médecine familiale.

Article 397 du projet de loi tel que modifié

397. Santé Québec autorise le médecin à adhérer à l'entente visée à l'article 394 s'il s'engage par écrit à exercer l'une des activités médicales particulières prévues à la liste visée à l'article 395.

Pour autoriser un médecin à adhérer à l'entente visée à l'article 394, Santé Québec ~~doit tenir compte du~~ est tenue de respecter le nombre de médecins autorisé aux plans des effectifs médicaux de ses établissements.

Santé Québec peut déléguer au comité de direction du département territorial de médecine familiale le pouvoir d'accorder l'autorisation prévue au premier alinéa.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 402

Insérer, dans le premier alinéa de l'article 402 du projet de loi et après « doit », « , après avoir été autorisé par Santé Québec, s'engager à ».

Commentaires

Cet amendement vise à ce que cette disposition soit rédigée de manière similaire à l'article 394 du projet de loi et à clarifier que l'autorisation de Santé Québec doit être obtenue.

Article 402 du projet de loi tel que modifié

402. Tout médecin spécialiste qui n'a pas de privilège dans un établissement qui exploite un centre hospitalier et dont la spécialité est visée par une entente conclue en vertu du cinquième alinéa de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie doit, **après avoir été autorisé par Santé Québec, s'engager à** effectuer une partie de sa pratique dans les activités médicales particulières visées à l'article 403 s'il désire adhérer à une telle entente.

L'entente peut prévoir des modulations relatives à la nature des activités et au niveau de participation des médecins selon le nombre d'années de pratique.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 403

Remplacer, dans le deuxième alinéa de l'article 403 du projet de loi, « ministre » par « président et chef de la direction ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir que la liste des activités médicales particulières est approuvée par le président et chef de la direction.

Article 403 du projet de loi tel que modifié

403. Aux fins de l'application du premier alinéa de l'article 402, Santé Québec établit pour le territoire de chaque département territorial de médecine spécialisée visé à l'article 372, à partir des recommandations que peut lui faire le département, une liste d'activités médicales particulières. Cette liste précise les modalités d'exercice de chaque activité offerte, et ce, conformément aux modalités prévues par l'entente visée à cet alinéa.

La liste est soumise à l'approbation du ~~ministre~~ **président et chef de la direction**.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 406

À l'article 406 du projet de loi :

1° insérer, dans le premier alinéa et après « établis par les », « présidents-directeurs généraux des »;

2° remplacer la première phrase du deuxième alinéa par les phrases suivantes : « La partie du plan territorial des effectifs médicaux ainsi approuvé relative aux médecins de famille doit, conformément à l'article 405, être établie de nouveau chaque année; la partie relative aux médecins spécialistes doit l'être au moins tous les trois ans. Ces deux parties doivent également être établies de nouveau chaque fois que le demande le ministre. ».

Commentaires

Cet amendement précise que les plans des effectifs médicaux et dentaires sont établis par les présidents-directeurs généraux conformément à ce que prévoit l'article 195 du projet de loi. Également, il prévoit que la partie du plan territorial relative aux médecins de famille est établie de nouveau annuellement plutôt qu'aux trois ans.

Article 406 du projet de loi tel que modifié

406. Le plan territorial des effectifs médicaux établi par Santé Québec est soumis au ministre qui l'approuve avec ou sans modification; les plans des effectifs médicaux et dentaires établis par les présidents-directeurs généraux des établissements de cette région y sont joints.

La partie du plan territorial des effectifs médicaux ainsi approuvé relative aux médecins de famille doit, conformément à l'article 405, être établie de nouveau chaque année; la partie relative aux médecins spécialistes doit l'être au moins tous les trois ans. Ces deux parties doivent également être établies de nouveau chaque fois que le demande le ministre. ~~L'ensemble du plan territorial des effectifs médicaux ainsi approuvé doit, conformément à l'article 405, être établi de nouveau au moins tous les trois ans et chaque fois que le demande le ministre.~~ Le plan approuvé continue d'avoir effet tant que le ministre n'a pas approuvé le nouveau plan.

Le ministre peut établir le plan territorial des effectifs médicaux à défaut par Santé Québec de l'établir dans le délai qu'il lui indique.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 411

Retirer l'article 411 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement propose le retrait de l'article 411 puisque les mesures qu'il prévoit peuvent se faire dans le cadre du plan territorial des effectifs médicaux.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 411.1

Insérer, après l'article 411 du projet de loi, le suivant :

411.1. Malgré l'article 4, les dispositions de la présente partie s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au territoire visé par la partie IV.3 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis. Aux fins de l'application de ces dispositions, ce territoire est compris dans celui de la région sociosanitaire qui y est contigüe.

Commentaires

Cet amendement vise à préciser que les dispositions relatives aux départements territoriaux s'appliquent au territoire Naskapi. En effet, contrairement aux Inuit et aux Cris qui disposent de leurs propres instances régionales et territoriales, les Naskapis partagent ces instances avec la région sociosanitaire de la Côte-Nord. Ainsi, tout comme l'actuel département régional de médecine générale de la Côte-Nord couvre le territoire Naskapi, il est requis que les futurs départements territoriaux de la Côte-Nord couvrent ce territoire.